

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES OU DE SERVICES

DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES OUTRE-MER

CD TATUTU DE PAPEARI

PK 55.5 COTE MONTAGNE

BP 7704

98719 TARAVALO – POLYNESIE FRANCAISE

APPROVISIONNEMENT DES PRODUITS DE CANTINE AU CENTRE DE DETENTION TATUTU DE PAPEARI – POLYNESIE FRANCAISE

LOT N°.....

(A RENSEIGNER PAR LE CANDIDAT POUR CHAQUE LOT POUR LEQUEL IL POSTULE)

N° de marché

--	--	--	--	--	--	--	--

Acte d'Engagement

Pouvoir adjudicateur :

DIRECTION DES SERVICES PENITENTIAIRES OUTRE-MER
Madame La Cheffe d'Etablissement du CD TATUTU DE PAPEARI
PK 55.5 COTE MONTAGNE
BP 7704
98719 TARAVALO – POLYNESIE FRANCAISE

Objet du marché :

Approvisionnement des produits de cantine au Centre de Détention Tatutu de Papeari (2 lots).

Imputation budgétaire :

Ministère de la Justice – Centre de coût 912 – 9124PSP987

Mode de passation et forme de marché :

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande au sens de l'article L.2125-1 et R.2162-2 al2 du code de la commande publique. Marché alloti (2 lots) ne comportant pas de tranche conditionnelle/optionnelle au sens de l'article R. 2113-4 du code de la commande publique.

<i>Lots</i>	<i>Désignation</i>
1	« <i>Produits d'épicerie, produits frais et boissons</i> »
2	« <i>Produits de bazar, d'hygiène, d'entretien et tabac</i> »

Comptable public assignataire des paiements :

Direction des finances publiques en Polynésie française
Service exécutant : DSJPFGU987
Immeuble « Résidence Anne-Marie Javouhey »
27 rue Anne-Marie Javouhey, Papeete, Polynésie française
BP 86 – 98713 Papeete

Destinataire des demandes de paiement / factures :

Service économat
Centre de Détention Tatutu de Papeari
PK 55,5 – côté montagne
BP 7704
98719 Taravao
Courriel : economat.cd-tatutu-de-papeari@justice.fr

Table des matières

ARTICLE PREMIER : CONTRACTANT	4
ARTICLE 2 : OFFRE DE PRIX :	6
ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION	6
ARTICLE 4 : PAIEMENT	6
ARTICLE 5 : SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 6 : SIGNATURE DU MARCHE PUBLIC PAR LE TITULAIRE INDIVIDUEL OU, EN CAS GROUPEMENT, LE MANDATAIRE DUMENT HABILITE OU CHAQUE MEMBRE DU GROUPEMENT	9

Article premier : Contractant

Nom, prénom, qualité et adresse professionnelle du signataire :

.....
.....
.....
.....
.....

COORDONNEES / CONTACT DU « REFERENT » (A RENSEIGNER ; « référent » pour toutes les communications nécessaires dans le cadre de la consultation, en particulier pour toute demande de complément et pour l'envoi de la décision d'engagement des négociations MAPA) :

Courriel :

- ☐ agissant pour mon propre compte¹ ;
☐ agissant pour le compte de la société² :

.....
.....
.....
.....

Le candidat est-il une « PME »³ (micro, petite ou moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](#) ou un artisan au sens de [l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996](#) n° 96-603) ?

☐ Oui ☐ Non

NOTA : Si aucune case n'est cochée, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise n'est pas une PME.

NOTA : si le candidat est une PME, en application du décret n° 2018-1225 du 24 décembre 2018, un régime plus favorable est applicable concernant l'avance et la retenue de garantie (voir CCAP pour plus de précision)

NOTA : en cas de groupement, cela est à renseigner par chaque cotraitant dans le formulaire DC2 (ou équivalent)

- ☐ agissant en tant que mandataire du groupement solidaire⁴
☐ agissant en tant que mandataire solidaire du groupement conjoint
☐ agissant en tant que mandataire non solidaire du groupement conjoint

pour l'ensemble des prestataires groupés qui ont signé la **lettre de candidature** du / /
(Formulaire DC1 ou lettre de candidature équivalente).

- Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P n° FOUR-CANT-CDTP-26), et des documents qui y sont mentionnés,
- Dans les conditions du règlement de consultation,

¹ Cocher la case correspondante à votre situation

² Indiquer le nom, l'adresse, le numéro SIREN, Registre du commerce, numéro et ville d'enregistrement ou répertoire des métiers, numéro et ville d'enregistrement ou les références de son inscription à un ordre professionnel ou référence de l'agrément donné par l'autorité compétente quand la profession à laquelle il appartient est réglementée

³ Sont considérées comme « PME » les « entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel n'excède pas 43 millions d'euros.

⁴ Cocher la case correspondante à la nature de votre groupement

- Et après avoir fourni les pièces prévues conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics et à l'article L2142-1 du code de la commande publique.

Tableau de répartition de cotraitance :

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant HT de la prestation

Je m'**ENGAGE** ou j'**ENGAGE** le groupement dont je suis mandataire⁵, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) n° FOUR-CANT-CDTP-26, à exécuter les prestations qui me concernent, dans les conditions ci-après définies.

La signature du présent acte d'engagement vaut acceptation sans réserve des stipulations du C.C.A.P n° FOUR-CANT-CDTP-26 et des pièces constitutives du marché énumérées par le C.C.A.P.

IMPORTANT : La signature de l'acte d'engagement vaut reconnaissance par le candidat de la prise de connaissance, de l'analyse, de l'intégration à son offre et de l'acceptation sans réserve de toutes les pièces et documents contenus dans le dossier de consultation des entreprises (D.C.E).

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

⁵ Rayer la mention inutile

Article 2 : Offre de prix :

Le signataire s'engage sur la base de son offre à fournir et livrer les produits de cantine au Centre de Détention de Tatutu aux prix indiqués dans l'annexe financière jointe aux présents documents : bordereau des prix unitaires (BPU).

En cas de co-traitance, la part attribuée à chaque cotraitant est fixée dans l'annexe 1 au présent acte d'engagement.

Lors d'une cotraitance et/ou d'une sous-traitance, les pièces listées ci-dessous, obligatoires, devront être communiquées :

1/ le DPGF ou le BPU avec la répartition des prix par cotraitant et/ou sous-traitant.

*En cas de sous-traitance, en cours d'exécution du marché le groupement **devra mettre à jour le DPGF ou le BPU***

2/ la signature du DPGF ou du BPU par tous les membres du groupement ainsi que de la sous-traitance

3/ et de joindre une lettre donnant pouvoir au mandataire du groupement.

Le présent marché est libellé et sera rémunéré en euros (EUR), conformément aux règles applicables aux services de l'État.

Toutefois, afin de tenir compte du contexte économique local en Polynésie française, les candidats ont la possibilité de présenter leur offre financière en francs pacifiques (XPF).

Dans ce cas, la conversion en euros à des fins d'analyse et de comparaison des offres sera effectuée par le pouvoir adjudicateur en appliquant le taux de conversion réglementaire en vigueur au moment de la consultation, soit :

1 XPF = 0,00838 EUR

Les offres exprimées en XPF seront ainsi automatiquement converties en EUR à ce taux fixe et irrévocable, afin d'assurer l'égalité de traitement entre les candidats.

INTERLOCUTEUR PRINCIPAL LORS DES REUNION AVEC LE POUVOIR ADJUDICATEUR :

Il est expressément convenu que la conduite du marché est assurée par :

Nom – société	Qualité - Rôles dans la mission
Personne désignée :	
Suppléant :	

Article 3 : Délais d'exécution du marché public :

Le délai d'exécution du marché public court à compter du 1er janvier 2026 pour une période initiale de deux (2) ans, reconductible, par tacite reconduction pour deux (2) ans.

La durée totale du marché, reconduction comprise, ne peut pas excéder la date du 31 décembre 2030.

La non-reconduction de l'accord-cadre fait l'objet d'une décision expresse du pouvoir adjudicateur, notifiée au titulaire au moins deux (2) mois avant l'échéance de la période initiale.

En cas de non-reconduction, le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues par le marché y compris durant la période allant de la décision de non reconduction à la date d'effet de celle-ci.

Article 4 : Paiement

L'ordonnateur se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants **détaillé par prix dans le DPGF ou le BPU** :

Ouvert au nom de :			
pour les prestations suivantes :			
Domiciliation :			
Code banque :	Code guichet :	N° de compte :	Clé RIB :
IBAN :			
BIC :			

Ouvert au nom de :			
pour les prestations suivantes :			
Domiciliation :			
Code banque :	Code guichet :	N° de compte :	Clé RIB :
IBAN :			
BIC :			

Ouvert au nom de :			
pour les prestations suivantes :			
Domiciliation :			
Code banque :	Code guichet :	N° de compte :	Clé RIB :
IBAN :			
BIC :			

L'ordonnateur se libèrera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter leurs montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

GROUPEMENT : En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur⁶ :

- ☐ un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire;
- ☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

NB : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du C.C.A.P. s'appliquent.

AVANCE : Conformément au CCAP, la ou les entreprises ci-après désignées⁷:

- ☐ refusent de percevoir l'avance
- ☐ acceptent de percevoir l'avance

⁶ Cocher la case correspondant à votre situation

⁷ Cocher la case correspondant à votre situation

NB : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que l'entreprise accepte de percevoir l'avance.

Article 5 : Sous-traitance

Dans le cadre d'une sous-traitance, le tableau de répartition devra compléter le présent acte d'engagement indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (ou nous envisageons) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage (a) ou que nous envisageons (b)⁸ de sous-traiter conformément à cette annexe est de :

a) Montant T.T.C. : Euros				
b) Membre du groupement	Nature de la prestation	Montant T.T.C.		
M. ....	.....	..... Euros		
M. ....	.....	..... Euros		
M. ....	.....	..... Euros		
M. ....	.....	..... Euros		
Total		..... Euros		
Soit	en	lettres	(montant total)	:
.....				
.....				
.				

En outre, si les sous-traitants ne sont pas désignés dès la notification, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que j'envisage (c) ou que nous envisageons (d) de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé **en cours d'exécution des prestations** leur acceptation au maître de l'ouvrage ; les sommes figurant sur ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement :

⁸ Rayer la mention inutile

a) Montant T.T.C. : Euros		
b) Membre du groupement	Nature de la prestation	Montant T.T.C.
M. ....	.....	..... Euros
M. ....	.....	..... Euros
M. ....	.....	..... Euros
M. ....	.....	..... Euros
Total		..... Euros
Soit	en	lettres (montant total) :
.....		
.....		
.		

Les actes spéciaux des éventuels sous-traitants amenés à être déclarés en cours d'exécution par le Titulaire constitueront des annexes au présent acte d'engagement.

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L 4 et L 2141-1 à L 2141-14 du code de la commande publique. Les déclarations similaires des éventuels sous-traitants énumérés plus haut sont annexées au présent acte d'engagement.

Article 6 : Signature du marché public par le titulaire individuel ou, en cas groupement, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement

Signature du marché public en cas de groupement :

Les membres du groupement d'opérateurs économiques désignent le mandataire suivant ([article R. 2142-23](#) ou [article R. 2342-12](#) du code de la commande publique) :
[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire]

En cas de groupement, le mandataire du groupement est :
(Cocher la case correspondante.)

☐ conjoint OU ☐ solidaire

☐ Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe le présent acte d'engagement :
(Cocher la ou les cases correspondantes.)

☐ pour signer le présent acte d'engagement en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)

☐ pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
(joindre les pouvoirs en annexe du présent document en cas de marché public autre que de défense ou de sécurité. Dans le cas contraire, ces documents ont déjà été fournis)

☐ ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.
(hors cas des marchés de défense ou de sécurité dans lequel ces documents ont déjà été fournis).

☐ Les membres du groupement, qui signent le présent acte d'engagement :
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour les représenter vis-à-vis de l'acheteur et pour coordonner l'ensemble des prestations ;
- ☐ donnent mandat au mandataire, qui l'accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public ;
- ☐ donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :

(Donner des précisions sur l'étendue du mandat.)

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

Je m'ENGAGE ou j'ENGAGE le groupement dont je suis mandataire⁹, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par le cahier des clauses administratives particulières numéro **CCAP FOUR-CANT-CDTP 26**, à exécuter les prestations qui me concernent, dans les conditions ci-après définies.

⁹ Rayer la mention inutile

La signature du présent acte d'engagement vaut acceptation sans réserve des stipulations du C.C.A.P et des pièces constitutives du marché énumérées par le C.C.A.P.

IMPORTANT : La signature de l'acte d'engagement vaut reconnaissance par le candidat de la prise de connaissance, de l'analyse, de l'intégration à son offre et de l'acceptation sans réserve de toutes les pièces et documents contenus dans le dossier de consultation des entreprises (D.C.E).

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de **180 jours** calendaires à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Fait en un seul original

Signature du candidat

A
Le

*Porter la mention manuscrite
Lu et approuvé*

Elle est complétée par les annexes suivantes :

☐ Annexe n° 1 relative à la répartition des prestations

.....

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

*Est acceptée la présente offre pour valoir
marché*

**Le pouvoir adjudicateur habilitée par
arrêté du ... / ... / (DAP)
et arrêté du ... / ... / (Préfet)**

A Le

MODIFICATION(S) ULTERIEURE(S) AU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE

(A renseigner autant de fois que nécessaire)

La part de prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct est ramenée (*indiquer l'unité monétaire d'exécution du marché et le montant en lettre*) à :

.....

Montant initial :

- Ramené à :

- Porté à :

A le¹⁰

Signature

¹⁰ Date et signature originales